



**PRÉFET  
DE LA SOMME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme  
53 rue de la Vallée  
80000 Amiens

Amiens, le 30/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**AGRIVAL Earl**

21 rue de la Mairie  
80970 Sailly-Flibeaucourt

Références : 2026-E30049  
Code AIOT : 0005106826

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2026 dans l'établissement AGRIVAL Earl implanté Parcelle AA n° 51 80970 Sailly-Flibeaucourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AGRIVAL Earl
- Parcelle AA n° 51 80970 Sailly-Flibeaucourt
- Code AIOT : 0005106826
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

AGRIVAL est une société implantée sur la commune de Sailly-Flibeaucourt au 21 rue du Maire. Elle exploite une activité de stockage de pommes de terre en "Pallox" (box monté sur palette) dans des

entrepôts, actuellement déclarée depuis le 16/03/2010 pour la rubrique 1530.2 (dépôt de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                       | Référence réglementaire                                | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------------|--------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Dispositions Générales                  | Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 1.1          | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                        | 3 mois                |
| 2  | Nomenclature des installations classées | Code de l'environnement du 18/09/2000, article R511-9  | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                        | 3 mois                |
| 3  | Dispositions Générales                  | Code de l'environnement du 18/09/2000, article R512-54 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                        | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les informations déclarées ne correspondent pas à l'activité réellement exercée sur le site.

Il est donc demandé à l'exploitant de préciser les activités effectivement exploitées et de procéder, le cas échéant, à une mise en conformité administrative de sa situation, en se positionnant au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant transmettra ces informations à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure sera soumis à Monsieur le Préfet.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dispositions Générales

|                                                                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 1.1                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conformité de l'installation à la déclaration                                                                                                                                            |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous<br>[...]         |
| <b>Constats :</b><br><br>Dans sa déclaration du 16/03/2010, l'exploitant indique exploiter un dépôt de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues relevant de la rubrique 1530.2, pour un volume de 2 000 m <sup>3</sup> . |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Toutefois, lors de la visite sur site, l'inspection a constaté l'exploitation d'une activité de stockage de pommes de terre dans des palettes en bois de type « pallox », pour un volume supérieur à 2 000 m<sup>3</sup>.</p> <p>Cette activité ne correspond pas à celle déclarée au titre de la rubrique 1530.</p> <p>Par conséquent, les éléments du dossier de déclaration ne correspondent pas aux activités réellement exercées sur le site.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de se positionner sur la nature exacte des activités actuellement exercées sur le site, notamment au regard du stockage de pommes de terre en palettes bois de type « pallox », ce qui ne correspond pas à la rubrique 1530 qu'il a déclaré (le bois n'étant que l'emballage des produits, et pas la marchandises stockée).</p> <p>L'exploitant devra préciser le volume maximal susceptible d'être stocké et se positionner au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Le cas échéant, il devra procéder à la régularisation administrative de sa situation en déposant le dossier approprié.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

## N° 2 : Nomenclature des installations classées

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/09/2000, article R511-9</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nomenclature des installations classées</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>L'annexe au présent article est consultable sur le site Légifrance aux références suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Annexe (1) à l'article R511-9 ;</li> <li>• Annexe (2) à l'article R511-9 ;</li> <li>• Annexe (3) à l'article R511-9 ;</li> <li>• Annexe (4) à l'article R511-9 ;</li> <li>• Annexe (5) à l'article R511-9.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que les activités du site ne correspondent pas à la rubrique 1530.2 : "Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues Supérieur à 1 000 m<sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m<sup>3</sup>" mentionnées dans la déclaration réalisée par l'exploitant le 16.03.2010.</p>                                                                                                                                                                                         |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Observation</b> : Dans le cas où la régularisation administrative conduirait à un classement de l'installation sous une rubrique soumise à contrôle périodique, l'exploitant devra faire réaliser ce contrôle et en transmettre le rapport à l'inspection des installations classées dans un délai maximal de six mois à compter de la réception du présent rapport.</p>                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de se positionner sur la nature exacte des activités actuellement exercées sur le site, notamment au regard du stockage de pommes de terre en palettes bois de type « pallox ».</p> <p>L'exploitant devra préciser le volume maximal susceptible d'être stocké et se positionner au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Le cas échéant, il devra procéder à la régularisation administrative de sa situation en déposant le dossier approprié.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

### N° 3 : Dispositions Générales

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/09/2000, article R512-54</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modification</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>II. - Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de déclaration de ces modifications et précise les conditions dans lesquelles cette déclaration est transmise par voie électronique.</p> <p>S'il estime que la modification est substantielle, le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle déclaration.</p> <p>Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1.</p> <p>[...]</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté qu'une extension d'environ 650 m2 a eu lieu en 2017, modifiant ainsi le volume susceptible d'être stocké dans le bâtiment.</p> <p>Cette modification n'a pas été portée à la connaissance du préfet. De ce fait, le volume de</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

stockage déclaré le 16.03.2010 n'est plus en adéquation avec le volume actuellement exploité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra procéder à la régularisation administrative de sa situation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois